

Le panorama de presse par



À la Une...

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- L'apprentissage en France : quel bilan pour quel objectifs ?
- Convention d'objectifs et de performance de France compétences 2026-2028

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, APPROCHE CAPACITAIRE

- Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2025 : développer les compétences du XXI^e siècle pour tous

ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- Compétence orientation : les Régions proposent un pilotage unique
- De nouveaux centres unifiés pour repenser la formation agricole

CERTIFICATIONS, QUALIFICATIONS, VAE

- Les formations et diplômes de l'enseignement agricole

MOBILITE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- La mobilité européenne et internationale des alternants

DISPOSITIFS SPECIFIQUES

- Nouveautés pour le Système d'information I-Milo

Agenda

#SIA 2026

Du 21 février au 1er mars 2026

Une occasion exceptionnelle et une opportunité pour aller à la rencontre des établissements et valoriser l'implication de des apprenants & équipes.

Pour en savoir plus sur <https://chlorofil.fr/sia>



Sur la toile...



Cultiver son identité professionnelle de formateur-formatrice dans l'Enseignement agricole

Formation de 4 jours à distance répartie en 3 sessions interdépendantes entre le 24/03 et le 08/04/2026

Pour en savoir plus <https://eduter.fr/>



Un dispositif de développement et de reconnaissance des compétences

Pour en savoir plus <https://eduter.fr>



Démarche qualité dans les établissements Le label QualiFormAgri

Le fonctionnement de ce label
L'accompagnement des établissements

Pour en savoir plus <https://chlorofil.fr>

La formation professionnelle et Apprentissage

Qualité, financements, réglementation, pédagogie et perspectives

L'accès à la formation des inscrits à France Travail depuis 2017

Dares focus n° 60, décembre 2025

La part des inscrits à France Travail accédant à une formation au cours de l'année suivant leur inscription progresse nettement entre 2017 et 2019. Elle se replie ensuite en raison de la crise sanitaire, avant de se redresser entre fin 2020 et mi-2023.(...)

[Consultation de la page de présentation de la revue](#)

L'apprentissage en France : quel bilan pour quels objectifs ? (2025)

Trésor-Eco n° 376, novembre 2025

L'apprentissage a connu une forte croissance depuis 2018, portée par la libéralisation de son cadre réglementaire et un accroissement des financements publics. (...) L'apprentissage favorise l'insertion à la sortie des études notamment pour les CAP et les Bac Pro, mais cet effet est plus limité aux niveaux de diplôme élevés. (...)

[Consultation de la page dédiée à la revue](#)

Apprentissage à distance : la liste des 33 formations exemptées de minoration est publiée

L'arrêté du 26 novembre 2025 établit la liste des certifications exemptées de la baisse de financement des formations par apprentissage dispensées majoritairement à distance. Trente-trois certifications RnCP sont concernées.

[Consultation de l'arrêté du 26 novembre 2025 sur Légifrance](#)

"Donner les moyens aux jeunes de se former dans des conditions dignes"

(Baptiste Martin, Anaf)

10 mois déjà que Baptiste Martin, le nouveau président de l'association nationale des apprentis de France (Anaf), réclame des moyens pour l'apprentissage à hauteur des ambitions portées par les pouvoirs publics. Revue des enjeux alors que se discute le budget de l'Etat 2026.

[Consultation de l'article du 11-12-2025 de Centre Inffo](#)

Une version 14 des conditions d'utilisation de la plate-forme Mon compte formation

La Caisse des dépôts publie une nouvelle version des conditions générales et particulières de la plateforme Mon compte formation, pour tenir compte de divers textes parus au cours de l'année 2025.

[Consultation de l'article du 11-12-2025 de Centre Inffo](#)

Contrôles en formation, un changement de paradigme ?

L'année 2026 s'annonce comme un tournant de rigueur budgétaire et de sévérité administrative pour le secteur de la formation professionnelle.

Austérité financière, surveillance accrue dans le cadre du projet de loi anti-fraude, les acteurs de la formation devront faire face à une baisse des ressources publiques tout en se soumettant à des règles de conformité beaucoup plus strictes sous peine de sanctions immédiates.

[Consultation de l'article du 16-12-2025 de Centre Inffo](#)

France compétences renouvelle sa convention avec l'Etat

France compétences a signé récemment avec l'Etat une nouvelle convention d'objectifs et de performance (COP) pour la période 2026-2028. Cette feuille de route stratégique fixe à l'instance une série d'objectifs prenant mieux en compte l'évolution de ses défis et de ses activités.

[Consultation de l'article du 28-01-2026 de Centre Inffo](#)

L'apprentissage, tremplin des reprises d'études depuis la réforme de 2018

Céreq Bref n° 480, Céreq, Déc. 2025

Massification, diversification des publics, nouvelle attractivité : l'apprentissage connaît une transformation profonde depuis la réforme de 2018. Longtemps perçu comme une voie de formation initiale, il devient aussi une seconde chance pour les jeunes sortis du système éducatif.

[Consultation de la page dédiée à l'étude du Céreq](#)

Impact pour les organismes de formation du transfert des règles TVA du CGI au CIBS

Au 1er septembre 2026, les dispositions en matière de TVA seront codifiées au sein de ce Code des impositions sur les biens et services (CIBS).

[Consultation de l'article du 08-01-2026 de Centre Inffo](#)

Le contrat d'apprentissage à l'épreuve de l'obligation de formation : éclairages jurisprudentiels récents

Formation pratique sans lien avec l'objet du contrat et non respect des règles de l'alternance : quelles conséquences sur le contrat d'apprentissage ? La réponse dans deux décisions de Cours d'appel rendues en 2025.

[Consultation de l'article du 26-01-2026 de Centre Inffo](#)

Convention d'objectifs et de performance de France compétences 2026-2028

France compétences, janvier 2026

La nouvelle période qui s'ouvre avec cette deuxième COP pour 2026-2028 s'inscrit en partie dans la continuité de la première, mais se caractérise par le besoin de renforcer l'action de France compétences comme financeur et régulateur du système, autour de ses principaux leviers d'intervention, et de mieux prioriser en conséquence ses missions légales très diverses.

[Consultation de la COP 2026-2028 de France compétences au format PDF](#)



Vient de paraître

Fonction publique territoriale : financement de contrats d'apprentissage en 2026

Informations du CNFPT pour la prise en charge (recensement des intentions de recrutement jusqu'en mars 2026).

[Consultation de l'article du 14-01-2026 de Centre Inffo](#)

Actualisation du Vadémecum dédié aux répertoires nationaux

France compétences, janvier 2026

France compétences publie une version actualisée de son Vadémecum dédié aux répertoires nationaux RnCP et Rs, adoptée par la Commission de la certification professionnelle le 17 décembre 2025. Ce document de référence explicite les règles applicables à l'enregistrement des diplômes et titres à finalité professionnelle, à destination des acteurs de la formation professionnelle.

[Consultation de la page dédiée au Vadémecum](#)

La formation multimodale en pratique, portraits d'apprenants et cas d'usage

AINOA, janvier 2026

La formation multimodale offre la liberté d'apprendre à son rythme, tout en garantissant un accompagnement humain, des activités pédagogiques variées et un suivi régulier pour atteindre ses objectifs. Les profils des apprenants engagés dans des formations à distance sont multiples et leurs motivations tout autant.

[Consultation de la page de présentation du Livret](#)

Développement des compétences, approche capacitaire

Compétences, formation et inclusion : les enseignements du rapport 2025 de l'OCDE

Les inégalités d'accès au développement des compétences empêchent de nombreux individus d'exploiter pleinement leur potentiel, ce qui pèse sur les performances économiques. L'édition 2025 des Perspectives de l'OCDE (Organisation, de coopération et de développement économiques) sur les compétences étudie comment les États peuvent développer les compétences au 21e siècle, indispensables à la croissance et au progrès social.

Consultation de la [page de présentation du rapport 2025 de l'OCDE](#)

Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2025 : développer les compétences du XXIe siècle pour tous

Rapport, OCDE, Déc 2025

L'édition 2025 des Perspectives de l'OCDE sur les compétences étudie comment les pays peuvent développer les compétences du XXIe siècle indispensables à la croissance et au progrès social. Elle vise à déterminer comment les différences entre les individus en termes de milieu d'origine et d'études, mais aussi d'opportunités, influent sur l'acquisition, l'utilisation et la mise à profit des compétences clés telles que les compétences à l'écrit, en calcul et en résolution adaptative de problèmes.

Consultation de la [page dédiée au rapport de l'OCDE](#)

La construction des savoirs professionnels au fil des parcours : ressources et obstacles

Actes du Séminaire "Âges et Travail" du GIS CREAMT, 6 et 7 mai 2024, Cnam, Déc. 2025

Ce rapport de recherche rassemble les exposés et les débats de l'édition 2024 du Séminaire « Âges et Travail » organisé chaque année par le CREAMT - Centre de recherches sur l'expérience, l'âge et les populations au travail.

Consultation de la [page de présentation du rapport du CNAM](#)

Le transfert des apprentissages

Savoirs n° 69, janvier 2026

Ce numéro aborde une question clé pourtant souvent négligée : le transfert des apprentissages, c'est-à-dire la manière dont les savoirs acquis en formation se traduisent dans les pratiques professionnelles.

La note de synthèse de Jean-François Roussel et Sophie Lanoix retrace plus d'un siècle de recherches, depuis les modèles fondateurs jusqu'à l'apprentissage informel, et met en avant les tendances actuelles : le caractère multidimensionnel et adaptatif du transfert, la personnalisation des apprentissages et l'influence de l'environnement de travail.

Consultation de la [page de présentation de la revue](#)

L'engagement de l'apprenant au cœur d'une micro-certification à Rouen

L'Université de Rouen Normandie proposera dès mars 2026 une micro-certification destinée, entre autres, aux formateurs. L'objectif : apprendre à stimuler l'engagement des apprenants et leur persistance en formation. Le réseau Ainoa, ex-FFFOD (Forum des acteurs de la formation digitale), observe une appétence pour la thématique chez ses nouveaux adhérents.

Consultation de la [page de présentation de la micro-certification](#)

Acteurs, territoires et filières professionnelles

Compétence orientation : les Régions proposent un pilotage unique

Lors du 2e Salon des professionnels de l'orientation (Sopro), les Régions ont présenté leur proposition pour la délégation intégrale de la compétence orientation, avec pour projet l'ouverture de Maisons de l'orientation à l'échelle des bassins de vie.

Consultation du [communiqué de presse de Régions de France](#)

Plan IA en Occitanie : le Ceser veut faire de la formation le pilier de la transition

Avec un plan IA (intelligence artificielle) de 60 M€ destiné à soutenir la filière et à développer les compétences, l'Occitanie confirme son rôle de région pionnière en matière d'innovation. Dans ce contexte, le Ceser (Conseil économique, social et environnemental régional) propose 13 recommandations, dont plusieurs dédiées à la formation et à l'emploi, afin d'accompagner les transformations liées à l'essor de l'IA générative.

Consultation de la [page de présentation de l'avis du Ceser Occitanie sur l'IA](#)

Sanction disciplinaire prononcée par le CFA : le Conseil des prud'hommes est-il compétent ?

En cas de contestation d'une sanction disciplinaire prononcée par l'employeur, le conseil de prud'hommes contrôle la régularité de la procédure et le bien-fondé des griefs. Cette compétence s'étend-elle aux sanctions disciplinaires prononcées par un centre de formation d'apprentis (CFA) à l'encontre d'un apprenti ?

Consultation de l'[article du 12-12-2025 de Centre Inffo](#)

La Grande Bibliothèque : mise en valeur et partage des travaux des observatoires de branches

À l'occasion du webinaire du 21 novembre dernier, France compétences a rappelé le rôle central de la Grande Bibliothèque (GB), portail d'accès aux productions diffusées par les observatoires prospectifs des métiers et des qualifications (OPMQ) et les services Observation des OPCO.

Consultation de l'[article du 01-12-2025 de France compétences](#)

France Travail et l'intelligence artificielle - Exercices : depuis 2017 (Observations définitives)

Rapport d'observations définitives S2025-1558, Cour des comptes, Janvier 2026

Ce rapport est consacré à l'usage de l'intelligence artificielle (IA) par un opérateur majeur de l'État : France Travail, successeur de Pôle emploi depuis 2024. Ce travail s'inscrit dans la continuité des publications de la Cour dédiées aux enjeux de l'IA dans les politiques publiques depuis 2023.

Consultation de la [page dédiée au rapport de la Cour des Comptes](#)

Territoires zéro chômeur de longue durée : les défis du travail et de la formation

Céreq Bref n° 479, Céreq, Déc. 2025

L'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée laisse peu de place à la formation professionnelle, en donnant la priorité à l'emploi, constate le Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications). Mais l'apprentissage informel est de mise dans ces entreprises spécifiques.

Consultation de la [page de présentation de l'étude](#)

Les enseignants veulent des formations pratiques

L'immense majorité des enseignants suit des formations continues, mais elles ne correspondent pas toujours à la pratique de leur métier, ni aux priorités ministérielles, selon un sondage diligenté par le Réseau Canopé.

Consultation de la [page de présentation du "Baromètre sur la formation continue des enseignants"](#)

Métiers verts : un marché de niche mais stratégique pour anticiper les besoins de compétences

À l'heure où la transition écologique redéfinit les priorités des entreprises, l'Apec (Association pour l'emploi des cadres) vient de publier une étude qui éclaire la dynamique de l'emploi cadre dans les métiers verts. Pour les organismes de formation, ces données constituent un repère précieux pour adapter leur offre à un marché en constante évolution.

Consultation de la [page de présentation de l'étude de l'Apec](#)

L'Opiiec publie un rapport sur le métavers

On le croyait disparu des radars, le métavers revient dans l'actualité avec un rapport de l'Opiiec dédié à l'impact des technologies immersives dans la branche des bureaux d'études. L'occasion de cartographier l'écosystème français du métavers, incluant les entreprises conceptrices, l'offre de formation et les certifications disponibles.

Consultation de l'[article du 21-01-2026 de Centre Inffo](#)

21e Congrès des Régions

Localis mag n° 16, Banque des territoires, novembre 2025

A l'occasion du 21e Congrès des Régions, la Banque des Territoires et les Régions partagent l'ambition de contribuer à répondre aux transitions écologique, sociale et économique. Cette édition spéciale offre un aperçu de ce partenariat autour de projets pour accélérer le déploiement de grandes infrastructures utiles pour la décarbonation de l'économie, de la mobilité et en particulier le ferroviaire aux côtés de plusieurs régions ; pour aider aussi à concevoir des stratégies industrielles régionales ou promouvoir les filières de formation au service de la réindustrialisation.

Consultation de la [page dédiée à la revue](#)

De nouveaux centres unifiés pour repenser la formation agricole

La réforme de la formation agricole initiée par la loi du 24 mars 2025 se précise. Deux décrets publiés en décembre instaurent de nouveaux centres de formations intégrant formation continue et apprentissage, dans un contexte de fort renouvellement des générations agricoles.

Consultation du :

- [Décret n° 2025-1235 du 17 décembre 2025 relatif aux centres de formation professionnelle relevant des dispositions du I de l'article L. 811-8 du code rural et de la pêche maritime](#)
- [Décret n° 2025-1236 du 17 décembre 2025 portant création des centres de formation professionnelle continue et d'apprentissage](#)

Certifications, qualifications

Diplômes, qualifications, Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

La validation des acquis de l'expérience (VAE) : reprise des candidatures en 2024

Note d'Information n° 25-67, MEN, Décembre 2025

La mise en œuvre progressive de la réforme de la validation des acquis de l'expérience (VAE), engagée depuis juillet 2023, renforce l'attractivité des diplômes les plus demandés et relance l'activité du dispositif pour les diplômes professionnels de l'éducation nationale.

Consultation de la [page dédiée à la note d'information](#)

Les formations et diplômes de l'enseignement agricole

L'enseignement agricole forme à tous les métiers du vivant : métiers de la terre, de la nature, du végétal, de la forêt et du bois... Présent dans les filières générales ou technologiques, il permet aussi la poursuite d'études dans le supérieur : BTS et BTS agricoles, formations de vétérinaire, d'ingénieur ou encore de paysagiste et, à partir de la rentrée 2026, en Bachelor Agro (diplôme de niveau Bac +3).

Consultation de [l'article du 02-12-2025 sur le site web du ministère en charge de l'agriculture](#)

Le Brevet de technicien supérieur agricole (BTSA), une offre de formation riche

Le Brevet de technicien supérieur agricole (BTSA) est un diplôme qui prépare à tous les métiers du monde agricole, en couvrant quinze spécialités différentes comme l'élevage, l'agronomie, la viticulture-œnologie, l'agroalimentaire, la gestion de l'environnement, la gestion et maîtrise de l'eau... Cette formation post-bac de deux ans est proposée par des établissements publics ou privés de l'enseignement agricole.

Consultation de [l'article du 02-12-2025 sur le site web du ministère en charge de l'agriculture](#)

IA : un levier de transformation pour la validation des acquis de l'expérience

"La VAE ? Mais ça n'existe plus !" Cette assertion, fausse, mais issue d'une récente conversation professionnelle, témoigne de la difficulté de la validation des acquis de l'expérience à s'installer dans l'écosystème. Principal frein évoqué : la complexité. Et si l'IA venait simplifier la mise en œuvre ?

Consultation de [l'article du 05-01-2026 de Centre Inffo](#)

Apprentissage : après l'essor, le temps du recul

Après plusieurs années de croissance, l'apprentissage entre dans une zone de turbulences. En 2025, le nombre de contrats recule pour la première fois depuis la réforme de 2018, tandis que 2026 pourrait marquer une véritable rupture, avec des jeunes en difficulté pour trouver un employeur et des CFA fragilisés financièrement. Le point avec Yves Hinnekint, président de Walt.

Consultation de [l'article du 06-01-2026 de Centre Inffo](#)

Certifications professionnelles : un cadre renforcé repositionne les certificateurs

Le décret du 6 juin dernier réaffirme la responsabilité des certificateurs en matière de qualité des formations. Ces nouvelles exigences d'enregistrement aux répertoires nationaux s'accompagnent d'un renforcement des contrôles. Une étape décisive dans la structuration du métier de certificateur. Le métier de certificateur change de dimension. D'un simple gestionnaire de titre, il devient un acteur de la régulation publique, chargé de garantir la valeur d'usage du diplôme et la fiabilité des formations qui y mènent.

À suivre...

Mobilité nationale et internationale

La mobilité européenne et internationale des alternants

Le dispositif de mobilité à l'étranger (Europe ou international) des alternants permet aux apprentis et salariés en contrat de professionnalisation de partir à l'étranger pour effectuer une partie de leur formation dans une entreprise et / ou un organisme de formation. Cette mobilité permet de développer des compétences professionnelles, linguistiques et interculturelles, tout en poursuivant un parcours d'alternance.

Consultation des [dernières mises à jour sur le site web du ministère du travail](#)

Conférence annuelle 2025 : Erasmus+, "catalyseur de coopérations européennes" autour de la transformation numérique

Véritable opportunité pour les secteurs de l'éducation, de la formation et de la jeunesse en Europe, la transformation numérique figure parmi les grandes priorités du programme sur la période 2021-2027. À ce titre, elle a été au cœur de la conférence annuelle Erasmus+ 2025 qui s'est tenue le 2 décembre dernier au Comet Arboretum de Nanterre (Hauts-de-Seine). Intitulée "Former, connecter, transformer : Erasmus+ à l'ère du numérique" et co-organisée avec l'Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport, elle a réuni près de 300 participants venus de 14 pays européens, témoignant du vif intérêt porté à la priorité.

Consultation de l'[article du 12-12-2025 de l'Agence Erasmus France](#)

Retour sur une année charnière en 2025 et perspectives pour Erasmus+ en 2026

En 2025, Erasmus+ a franchi un seuil symbolique : deux millions de Français ont bénéficié d'une mobilité depuis la création du programme en 1987. L'augmentation des participants s'est accélérée depuis 2014, grâce à l'ouverture vers l'enseignement scolaire, l'enseignement et la formation professionnels et l'éducation des adultes. Aujourd'hui, près de 200 000 mobilités sont attribuées chaque année aux établissements français de l'éducation et de la formation.

Consultation de l'[article du 23-12-2025 de l'Agence Erasmus France](#)

Dispositifs spécifiques

Illettrisme, handicap, inclusion, égalité des chances

Étude Ifop : 20 ans après la loi handicap, l'égalité professionnelle reste à conquérir

À l'occasion de la 29^{me} Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, l'Adapt, l'Agefiph et le Fiphfp dévoilent une étude Ifop menée auprès de plus de 7 800 personnes. Le constat est nuancé : si des progrès sont reconnus depuis la loi de 2005, les inégalités professionnelles et la souffrance psychique au travail demeurent préoccupantes.

Consultation de la [page de présentation de l'étude](#)

AvenirPro : un nouveau dispositif pour accompagner les lycéens professionnels vers l'emploi

L'arrêté du 28 novembre 2025 instaure AvenirPro, un dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle destiné aux élèves de la voie professionnelle. Ce nouveau parcours, qui remplace Ambition emploi, se déploie en deux phases pour faciliter la transition entre la formation et l'emploi.

Consultation de l'[arrêté du 28 novembre 2025 relatif au dispositif AvenirPro sur Légifrance](#)

Le Contrat d'engagement jeune à l'épreuve de sa mise en œuvre

Céreq Bref n° 478, Céreq, Nov. 2025

À l'heure où l'État engage des arbitrages budgétaires serrés, l'évaluation des politiques publiques prend tout son sens. Dans ce contexte, une étude du Céreq publiée fin novembre éclaire les forces et les fragilités du Contrat d'engagement jeune (CEJ), pierre angulaire de l'insertion des 16-25 ans sans emploi ni formation.

Consultation de la [page dédiée à l'étude](#)

Insertion des lycéens professionnels et étudiants de niveau CAP à BTS deux ans après leur sortie d'études en 2022 : 61 % sont en emploi salarié en juillet 2024

Note d'information DEPP n°25-69, Déc. 2025

Parmi ceux qui ne poursuivent pas leurs études, 62 % occupent un emploi salarié en janvier 2025, six mois après leur sortie, principalement dans le secteur privé (58 %). Le taux d'emploi salarié recule par rapport à la génération précédente (- 3,2 points), en lien avec la conjoncture économique. Cette baisse concerne presque exclusivement le secteur privé (- 3,1 points).

Consultation de la [page de présentation de la note](#)

Nouveautés pour le Système d'information I-Milo

Apports d'un décret du 12 janvier 2026 et d'un arrêté sur ce système utilisé pour les missions d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Consultation de l'[article du 20-01-2026 de Centre Info](#)

2e sommet Seniors Force Plus

Le 2e Sommet national pour l'emploi des seniors était organisé par l'association Seniors Force Plus, le 11 décembre au Conseil économique social et environnemental. L'occasion pour les participants de débattre des moyens permettant de passer des promesses aux actions.

La solution du Mécénat de compétences, comme alternative vertueuse au "placard" de fin de carrière a été abordée pour revitaliser la fin de carrière des seniors. Le mécénat de compétences consiste, pour une entreprise, à mettre un salarié à disposition d'une association d'intérêt général sur son temps de travail, tout en maintenant son salaire. Le mécénat de compétences transforme une période parfois subie (la fin de carrière) en une étape d'engagement citoyen. C'est un levier de gestion des âges moderne qui répond aux enjeux actuels de l'emploi des seniors et du besoin de sens au travail.

À suivre...

POUR INFO

Le panorama de veille d'Eduter Ingénierie

01-2026

L'Institut Agro Dijon - Eduter Ingénierie

26 Bd du Docteur Petitjean
BP 87 999 - 21079 DIJON cedex

Janvier 2026

Pour consulter nos anciens numéros



<https://chlorofil.fr/id>

Prochain numéro : 27-02-2026